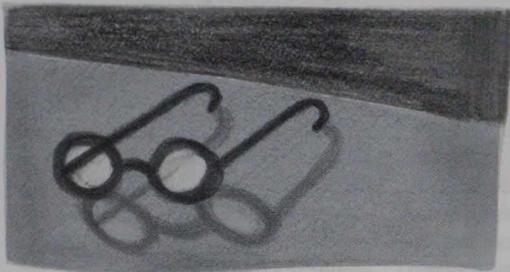


NOTE DE LA DIRECTION

De la démission d'un amiral à la définition d'une politique de défense.



AVEC TOUTES LES PRESSIONS QUI PESAIENT SUR la politique de défense canadienne depuis la parution du Livre blanc en 1987, quelque chose devait finir par arriver. La démission très publique du vice-amiral C. M. Thomas, vice-chef d'état-major de la Défense, a porté certaines questions à la une des journaux, mais il en reste d'autres dans l'ombre.

Ceux et celles d'entre nous qui, depuis un moment, réclament un débat public en profondeur sur la politique de défense pensent qu'il faudrait saisir de façon constructive les ouvertures actuelles. Il est, en tout cas, à espérer que le gouvernement n'essaiera pas une fois encore d'élaborer le «Livre blanc par excellence» ; à savoir : un plan s'étalant sur quinze à vingt ans, avec des programmes de dotation en équipement compliqués, coûtant des dizaines de milliards de dollars. Des Livres blancs annuels, établis sur le modèle de ceux qu'utilisent bien des pays à présent, ramèneraient à de plus justes proportions un processus décisionnel paralysé par sa propre démesure. Par ailleurs, ils seraient assez souples pour qu'on y inscrive des grands achats d'équipement et que l'on puisse rectifier le cadre stratégique.

Les questions clés soulevées aujourd'hui touchent au rôle des forces armées canadiennes dans le contexte de la sécurité internationale. Ce contexte n'est plus «dominé par la rivalité entre l'Est et l'Ouest», comme on l'avait estimé (à tort) dans le Livre blanc de 1987, mais il n'en demeure pas moins important de conserver une politique de défense cohérente. Si une menace militaire importante, d'un type posant un problème de défense fondamental pour la plupart des pays, visait directement le territoire canadien, on peut s'attendre que les États-Unis interviendraient dans la mesure où, par extension, les intérêts vitaux de leur sécurité seraient eux-aussi menacés. Pour notre pays, en matière de défense territoriale, il s'agit encore et avant tout de savoir comment coopérer à cet effort continental et dans quelle mesure.

Depuis 1939, cependant, les Canadiens et leurs gouvernements rejettent une définition étroitement territoriale des intérêts vitaux de la sécurité du Canada et ils acceptent l'idée que ceux-ci nous obligent à participer militairement à des opérations de sécurité collective, avec les Nations Unies, et à des opérations de défense elles-mêmes collectives, avec l'OTAN. Cette philosophie s'est étoffée avec l'apparition des missions de maintien de la paix, dont le Canada a été l'un des principaux architectes et dont il reste un des participants les plus importants.

Si les dimensions et les exigences militaires de l'OTAN diminuent considérablement, en revanche, on continuera d'avoir besoin des missions de

maintien de la paix des Nations Unies. Avec le précédent créé par l'opération contre l'Irak, il est plus probable que l'on verra apparaître de nouvelles formes de sécurité et d'actions coercitives collectives. En outre, les armées sont appelées à jouer d'autres rôles, comme d'aider les autorités civiles à maintenir l'ordre public, intervenir au lendemain de catastrophes naturelles, ou participer à la surveillance côtière et aérienne visant à faire respecter les règlements canadiens sur les pêcheries, la pollution, l'immigration, la contrebande, les narcotiques, et ainsi de suite.

De tout cela, il ressort que de puissance moyenne privilégiée dégagée des obligations les plus contraignantes de la défense militaire, le Canada est transformé en puissance moyenne confrontée à une série de graves défis militaires, dont aucun ne constitue cependant un danger immédiat pour la survie nationale. Dans des contrées moins heureuses aux prises avec des situations extrêmes, les choix militaires sont simplifiés. Les délais d'exécution et les problèmes de temps morts qui accompagnent les grands achats d'équipement et la politique de la répartition régionale des bases et des dépenses, facteurs plus délicats que jamais dans l'état précaire actuel de la fédération canadienne, compliquent davantage encore notre tâche.

LA DÉFENSE OCCUPANT TOUJOURS UNE PLACE importante dans la part «discrétionnaire» des dépenses fédérales, il nous faut voir combien les Canadiens dépensent pour la défense et de quelle manière ils dépensent cette somme. Comme l'historien militaire Desmond Morton le faisait remarquer dernièrement :

On leur parle si souvent des maigres moyens alloués à la Défense que les Canadiens sont surpris quand ils découvrent qu'avec un budget de 12 milliards de dollars, leur armée est au sixième rang des pays de l'OTAN pour ce qui est des dépenses militaires. Avec un peu moins d'argent, comme le fait valoir le général Gerry Thériault, les Hollandais ont un corps d'armée bien équipé, une marine modeste mais moderne et une petite force aérienne respectable. Les Canadiens ont l'organisation militaire la mieux payée, la plus encombrée de gradés de l'Alliance.

Il ne nous est plus possible de remettre à plus tard les questions de défense. Le régime sec ne suffisant pas, il va falloir procéder à des amputations, bien que les réponses les plus simples ne soient sans doute pas les meilleures. Il serait aussi bête de proclamer qu'il est temps de quitter l'Europe que de vouloir garder le même cap, mais qu'advient-il alors de nos soldats postés sur un front central qui n'existe plus ? Il est presque certain que des troupes américaines resteront stationnées en Europe pour assurer une dissuasion étendue par le biais de l'OTAN, donc une présence militaire canadienne, même symbolique, pourrait nous rapporter une part des bénéfices politiques et diplomatiques disproportionnés que nous avons longtemps réclamés dans le passé pour des contributions plus importantes.

Ces forces ne devraient sans doute plus essayer de prétendre à un état de préparation permanent afin de faire face à des guerres très intenses. Il suffira peut-être dorénavant de conserver un noyau de troupes sur le terrain, tout en gardant la possibilité de plus vastes déploiements. Le Canada pourrait se «spécialiser» ; par exemple, maintenir en Europe de petits effectifs militaires qui se consacraient à la vérification des accords de limitation des armements, voire à la formation et à la préparation à des fonctions de maintien de la paix qui pourraient émerger des organisations de sécurité embryonnaires que la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe étudie en ce moment.

L EST PROBABLE QUE L'ON RÉDUIRA LES EFFECTIFS de l'Armée régulière. Le débat dans la correspondance entre MM. Thomas et de Chastelain sur un «corps expéditionnaire» devra être clarifié. De façon réaliste, quels types de formation, dotés de quel nombre de soldats le Canada peut-il envisager d'engager au niveau international, avec quelles armes et avec quels moyens de transport ? Comment combinerait-on les ressources de l'Armée régulière et de la réserve, et qu'en coûtera-t-il ? Contrairement à des idées reçues très répandues, pas plus des formations militaires plus légères, aéroportables, qu'une prédominance des réserves ne constituent des options nécessairement moins onéreuses que ce que nous avons à l'heure actuelle, notamment à court terme.

Quant aux forces maritimes et aériennes, leurs rôles et leur équipement soulèvent des débats fondamentaux au fond desquels il nous faudra aller. Dans sa lettre, l'amiral Thomas exprimait des inquiétudes particulières au sujet de la Marine, notamment sur les processus extraordinairement longs qui caractérisent l'acquisition de bâtiments de guerre, et sur la nécessité d'investir aujourd'hui dans du matériel dont on pourrait avoir besoin d'ici quinze à vingt ans. Or, ces propos viennent au moment même où le Canada met en service la première des six nouvelles frégates commandées. Les contribuables ne se satisferont pas d'un débat simpliste et ému sur des marines «hauturières» ou «côtières».

Les Canadiens ne peuvent se doter des mêmes capacités d'armement «équilibrées» et «combinées» qu'une grande puissance militaire. Ils ne paieront pas pour se les procurer, et ils n'en veulent probablement pas. Cependant, revenir à l'essentiel ne signifie pas forcément adopter une vision étroite de la défense territoriale canadienne, car nous ne sommes plus la maison isolée «à l'épreuve du feu» que nous étions dans les années 1920. En matière de défense, comme dans beaucoup d'autres domaines, pour appliquer une nouvelle politique, il faudra aborder avec beaucoup plus de fermeté l'économie en général, les choix difficiles à faire entre des possibilités concurrentes, et évaluer judicieusement les directions dans lesquelles il convient d'engager l'effort militaire canadien. □

— BERNARD WOOD